

2025/



DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE VILLE DE RIS-ORANGIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DÉLIBÉRATION N°2025/146

**Objet : Motion – Appel de Ris-Orangis pour une Politique de la Ville
ambitieuse et équitable**

Séance du mercredi 21 mai 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 21 mai, à 18 h 30, les membres composant le Conseil municipal de Ris-Orangis, régulièrement convoqués par courrier en date du jeudi 15 mai 2025, se sont réunis au nombre de 23, dans la salle Emile Gagneux, 60 rue Albert-Rémy, sous la présidence de Monsieur Stéphane Raffalli, Maire, Conseiller départemental de l'Essonne.

**Nombre de
membres**

En exercice : 35

Présents à la
séance : 23

Excusés
représentés : 8

Absents : 4

* Arrivée à 18h35 avant le vote du
point n°1

** Arrivée à 18h36 avant le vote
du point n°1

*** Arrivées à 18h47 avant le vote
du point n°1

****A quitté la séance à 21 h 00
en confiant son pouvoir à S.
Raffalli avant le vote du point n°11

**Étaient présents Mesdames et Messieurs les Conseillers
Municipaux :**

Stéphane Raffalli, Gilles Melin, Aurélie Monfils***, Marcus M'Boudou, Souad Medani****, Fabrice Deraedt, Véronique Gauthier***, Serge Mercieca, Siegfried Van Waerbeke, Sémira Le Querec, Noureddine Siana, Josiane Berrebi, Denise Poezevara, Sylvie Deforges, Omar Abbazi, Valérie Marion**, Jean-Paul Monteiro Teixeira, Nejla Toptas*, José Peres, Christine Tisserand, Sandanakichenin Djanarthany, Erick Couturier, Yvrose Jameau

Excusés représentés :

Kykie Basseg à Gilles Melin, Annabelle Mallet à Fabrice Deraedt, Claudine Cordes à Marcus M'Boudou, Dounia Lebik à Aurélie Monfils, Jérémie Kawouk à Souad Medani jusqu'à son départ à 21h puis à Noureddine Siana, Pierrick Brousseau à Véronique Gauthier, Christian Amar Henni à José Peres, Laurent Stillen à Christine Tisserand,

Absents :

Séverin Yapo, Nicolas Fené, Sofiane Seridji, Claude Stillen

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Hôtel de ville

Place du Général-de-Gaulle
91130 Ris-Orangis
T. 01 69 02 52 52
F. 01 69 02 52 53
Contact@ville-ris-orangis.fr

2025/

Ville de
Ris-Orangis
Conseil municipal du
21 mai 2025
DÉLIBÉRATION
N°2025/146

**Objet : Motion - Appel de Ris-Orangis pour une
Politique de la Ville ambitieuse et équitable**

Administration Générale

LE CONSEIL,

SUR proposition de Monsieur Siegfried VAN WAERBEKE, Adjoint au Maire chargé des Solidarités, du logement, des Copropriétés et de la Politique de la Ville,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

VU la loi relative à l'égalité et la citoyenneté du 27 janvier 2017,

VU le décret n° 2023-1312 du 28 décembre 2023 qui actualise les modalités de détermination des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) dans les départements métropolitains,

VU la délibération n°DEL-2025/075 du Conseil Communautaire du 8 avril 2025 portant sur la motion – appel de Grand Paris Sud pour une Politique de la ville ambitieuse et équitable.

VU l'avis favorable du Bureau municipal,

VU les revendications qui avaient déjà été annoncées lors du dernier Comité Interministériel des Villes en octobre 2023 sous l'égide de la Première ministre Elisabeth Borne,

CONSIDERANT que les inégalités territoriales se creusent et que la situation dans les quartiers se dégrade,

CONSIDERANT que l'éducation, l'inclusion, l'accès à la culture, au sport et à l'emploi sont autant de leviers pour donner à chacun la possibilité de s'émanciper comme citoyen et d'accéder à l'autonomie dans ses choix de vie,

CONSIDERANT l'aggravation des conditions de vie dans nos quartiers et le droit de chacun à vivre en bonne santé, en sécurité et dans des conditions décentes,

CONSIDERANT la nécessité de travailler sur le renouvellement urbain de nos quartiers, y compris la mixité sociale et fonctionnelle pour que les habitants des quartiers prioritaires ne soient plus les premières victimes d'une paupérisation des logements et de leur cadre de vie.

2025/

APRES DELIBERATION

SOUTIENT l'Appel d'Épinay-sous-Sénart et les revendications des associations du bloc communal pour une politique de la ville ambitieuse et équitable.

APPELLE le Gouvernement à se donner les moyens de mesurer et ajuster son intervention en direction des quartiers prioritaires, notamment par une feuille de route interministérielle, la mise en place d'un suivi des mesures annoncées lors des CIV et la création d'un observatoire national permettant une géolocalisation de tous les budgets publics. Grâce à cette donnée objective qui comptabilisera les apports financiers de l'État, de la Sécurité sociale et des collectivités locales, territoire par territoire, nous pourrons enfin avoir un débat public mature sur les vraies inégalités au sein de notre hexagone.

INTERPELLE le Gouvernement pour garantir la livraison des projets engagés dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) avec le maintien des financements de l'Etat et d'Action Logement pour achever les programmes de l'ANRU 2. Le bloc communal demande à l'Etat et Action Logement d'inscrire les financements pour les projets ANRU futurs de manière pluriannuelle partageant ainsi les conclusions du rapport 2024 de l'ANRU et la performance et efficacité du travail mené par l'agence.

RAPPELLE la nécessité à l'Etat de garantir la qualité du service public de l'éducation ; avec le maintien de nos 6 cités éducatives, de l'inclusion, de l'accès à la culture, au sport et à l'emploi dans les QPV et d'aligner les géographies prioritaires de la Politique de la Ville et de l'éducation prioritaire.

APPELLE le Gouvernement de garantir l'accès aux soins de qualité et en proximité, ainsi que le soutien aux actions déployées par le bloc communal en matière de santé mentale.

REAFFIRME la nécessité de renforcer la sécurité des habitants des quartiers, de pérenniser les dispositifs de prévention spécialisée face à la situation critique de nos quartiers confrontés au nombre considérable de rixes sur le territoire et particulièrement en Essonne.

SOUTIENT l'urgence de renouveler les quartiers prioritaires pour lutter contre la paupérisation et promouvoir la mixité sociale et fonctionnelle : la concentration de la précarité dans certains quartiers et la ségrégation résidentielle qui en découle, nous obligent collectivement de mener une politique d'attribution équitable, transparente et volontariste, au service de la mixité sociale.

SOUTIENT la mise en place d'une planification d'un programme pluriannuel d'investissement en faveur de la rénovation des logements, de la lutte contre les îlots de chaleur, contre l'habitat indigne et les copropriétés dégradées.

2025/

RECLAME un dialogue avec l'Etat sur l'implantation des hôtels dits sociaux et l'accompagnement des publics hébergés.

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour expédition conforme
Stéphane Raffalli
Maire de Ris-Orangis
Conseiller départemental de l'Essonne

Le Maire certifie sous sa
responsabilité

Le caractère exécutoire de
cet acte :

Transmis en Préfecture

le : **27 MAI 2025**

Publié le : **27 MAI 2025**

Notifié le :

La présente décision peut
faire l'objet d'un recours

Devant le Tribunal
Administratif de Versailles

Dans un délai de deux
mois à compter de sa
publication et de sa
notification.

Signé électroniquement par :
STEPHANE RAFFALLI
Le 27/05/2025 à 16:50